

Convention collective départementale

IDCC : 2328. – **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
(GUADELOUPE ET DÉPENDANCES)**

Ouvriers

(28 février 2002)

(Bulletin officiel n° 2003-7 bis)

*(Etendue par arrêté du 20 juillet 2004,
Journal officiel du 29 juillet 2004)*

■ *Journal officiel* du 29 octobre 2008

**Arrêté du 21 octobre 2008 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective des ouvriers du bâti-
ment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances
(n° 2328)**

NOR : MTST0825199A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2004 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 27 juin 2007, portant extension de la convention collective des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances du 28 février 2002 et de textes l'ayant complétée ou modifiée ;

Vu l'accord du 26 février 2008 relatif aux salaires et primes conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 4 septembre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances du 28 février 2002, les dispositions de l'accord du 26 février 2008 relatif aux salaires et primes conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 octobre 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/34, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75902 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.